

PRESSES
UNIVERSITAIRES
DE FRANCE

Pascal Lorot

Histoire de la perestroïka

QUE SAIS-JE?

32-

1546385

Histoire de la perestroïka

*L'URSS sous Gorbatchev
1985-1991*

PASCAL LOROT

203



8-2
28360

(2752)

DU MÊME AUTEUR

- Les pays baltes*, Paris, PUF, « Que sais-je ? », 1991, traduit en turc, japonais, espagnol.
- La conquête de l'Est. Les atouts de la France dans le nouvel ordre mondial*, en coll. avec Georges Ayache, Paris, Calmann-Lévy, 1991.
- Le réveil balte*, Paris, Hachette, « Pluriel-intervention », 1991.
- Finances internationales soviétiques : éléments de réflexion*, Paris, IFRI, coll. « Les cahiers », 1989.
- Singapour, Taiwan, Hong-Kong, Corée du Sud : les nouveaux conquérants ?*, en coll. avec Thierry Schwob, Paris, Hatier, 1986, 3^e éd. 1988.
- Les zones franches dans le monde*, en coll. avec Thierry Schwob, Paris, La Documentation française, coll. « Notes et Etudes documentaires », 1987.
- Les zones franches*, Ed. de l'Institut économique de Paris, 1984.

ISBN 2 13 045344 9

Dépôt légal — 1^{re} édition : 1993, avril

© Presses Universitaires de France, 1993
108, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris



INTRODUCTION

Lorsque le 11 mars 1985, il accède à la direction de l'URSS, à la suite du décès de K. Tchernenko, Mikhaïl Gorbatchev se retrouve à la tête d'un Etat dont l'économie est exsangue et la société en voie de déliquescence. Le pays ne dispose plus des ressources et moyens de ses ambitions internationales.

Conscient et informé des contraintes et limites structurelles de plus en plus fortes pesant sur le fonctionnement même des mécanismes politico-institutionnels et économiques soviétiques, il entreprend alors, dès son accession au pouvoir suprême, une vaste politique de modernisation et de refonte, que le monde entier retiendra sous le nom de « perestroïka ».

Bien que l'action du premier des Soviétiques s'inscrive dans la lignée des politiques poursuivies par les réformateurs post-staliniens Nikita Kroutchev et Iouri Andropov, la perestroïka ne s'en distingue pas moins des tentatives réformistes du passé. A la différence de ses prédécesseurs, la politique de réforme qu'il entreprend se veut en effet globale et radicale. Il ne s'agit plus, cette fois-ci, d'apporter des modifications marginales à un système qui resterait intouché dans sa globalité. Il s'agit plutôt de trouver une voie raisonnable entre le plan et le marché, susceptible de permettre d'inverser la tendance observée et avérée au déclin économique. Autre différence essentielle, la perestroïka déborde le champ strict de l'économie, pour embrasser tant la société, l'administration, le système politique que les relations internationales.

Bien évidemment, Mikhaïl Gorbatchev et sa peres-

troïka rencontrent l'obstruction de tous ceux qui bénéficient du système. C'est pourquoi l'histoire de la perestroïka s'apparente avant tout à une lutte entre un homme désireux de réformer son pays avant qu'il ne s'effondre irrémédiablement dans le chaos, et les inerties d'un système tentaculaire, gigantesque et totalitaire, dont profite une classe de privilégiés et d'obligés.

Les conflits qui surviennent, les atermoiements, les reculades mais aussi la difficulté intrinsèque à réformer un système que nombreux considèrent irréformable, accélèrent l'issue que la réforme était censée empêcher : l'économie s'effondre, l'Union éclate et le multipartisme s'installe. Si l'histoire de la perestroïka est indubitablement l'histoire du règne de Mikhaïl Gorbatchev, elle est aussi et avant tout celle de la fin de l'Union soviétique.

A ce jour, nous ne disposons pas encore du recul indispensable pour prétendre à une compréhension complète et impartiale de la mécanique des événements qui conduisirent à la chute de l'Union soviétique. Qui plus est, les archives restent dans l'ensemble inaccessibles, et les acteurs de ce moment privilégié de l'histoire soviétique demeurent à l'avant-scène du débat politique en Russie. En un mot, la passion est toujours présente. En revanche, la présentation et une première interprétation des faits nous paraissent, aujourd'hui, réalisables. Elles auront le mérite de clarifier l'histoire récente de l'URSS et de donner au lecteur une compréhension solide de ce que fut la perestroïka. Telle est l'ambition de cet ouvrage.

Chapitre I

GENÈSE DE LA PERESTROÏKA

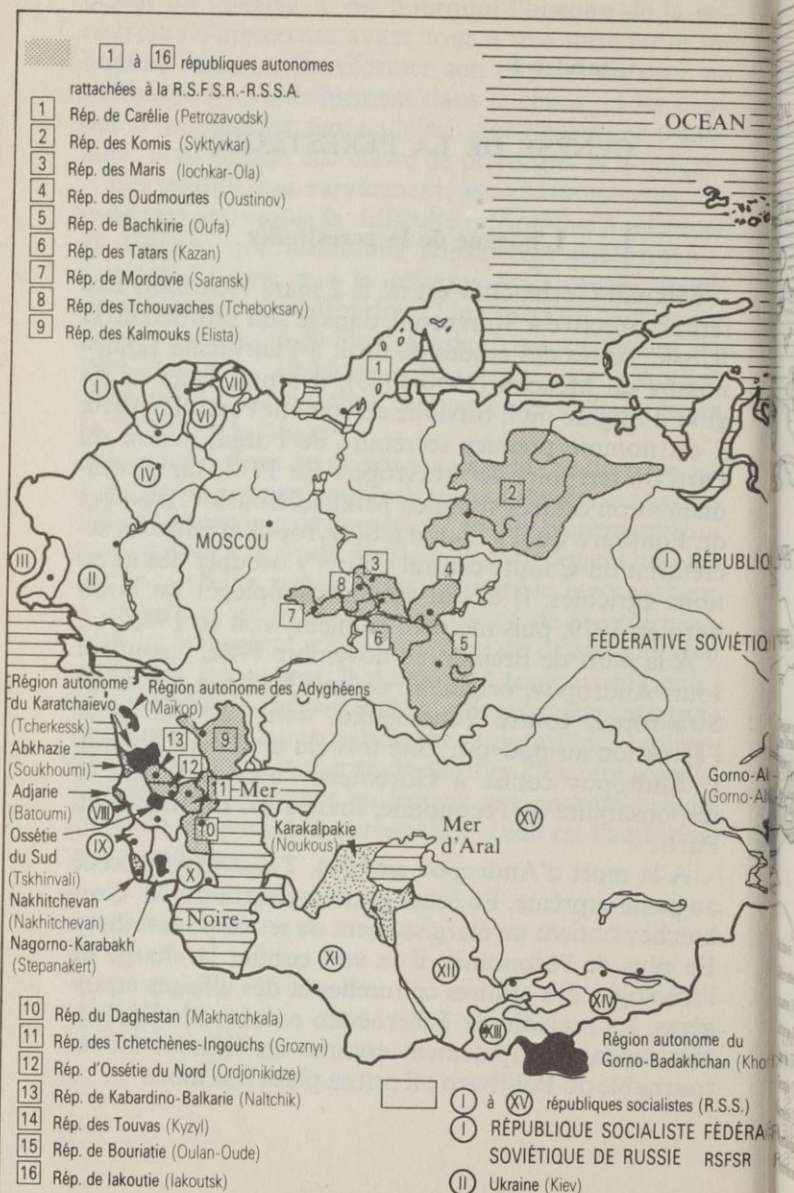
I. — L'homme de la perestroïka

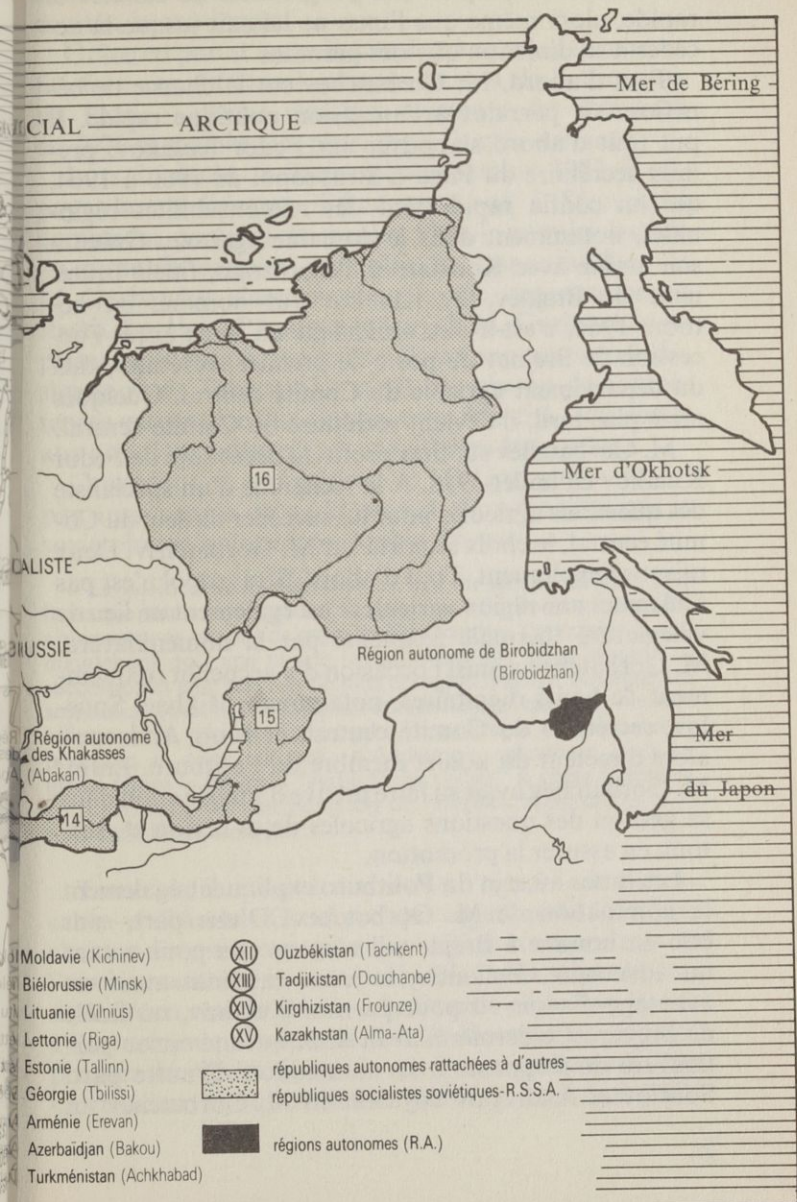
Mikhaïl Gorbatchev est né le 2 mars 1931 dans une ferme collective à Stravropol, dans le sud profond de la Russie. Après des études de droit à l'université Lomonossov de Moscou (1950-1955), il rentre dans sa région d'origine où il travaille au sein du Parti. En 1970, il est nommé premier secrétaire de l'organisation du Parti du territoire de Stravropol. En 1978, sur recommandation du très stalinien Mikhael Souslov, membre du Politburo qu'il a connu à Stravropol, il entre au secrétariat du Comité central pour s'y occuper des questions agricoles. Il devint membre suppléant du Politburo en 1979, puis membre de plein droit en 1980.

A la mort de Brejnev, en novembre 1982, il soutient Iouri Andropov, originaire comme lui de la région de Stravropol, contre Tchernenko, dans sa lutte pour l'accession au pouvoir. Une fois élu secrétaire général, I. Andropov confia à Gorbatchev non seulement la responsabilité de l'économie, mais aussi du travail du Parti.

A la mort d'Andropov en 1984, Tchernenko accède au poste suprême. En échange de sa neutralité, M. Gorbatchev obtient un élargissement de ses responsabilités. En plus de l'économie, il se voit confier la charge de l'idéologie, des affaires culturelles et des affaires étrangères. La maladie de Tchernenko aidant, M. Gorbatchev apparaît rapidement comme un élément incontournable du Politburo ; il prit sa place à sa mort.

L'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS)





Comment expliquer une progression de carrière si rapide, alors même que l'URSS ne laissait jusque-là accéder à sa direction que des gérantes ?

Tout d'abord, M. Gorbatchev eut la chance de bénéficier de parrains à l'ascension politique rapide. Il put tout d'abord s'appuyer sur Fedor Kulakov, premier secrétaire du Parti à Stravropol de 1960 à 1964, qui lui confia rapidement des responsabilités régionales, notamment dans le domaine agricole. Grâce à son amitié avec Konstantin Tchernenko, fidèle lieutenant de Brejnev, F. Kulakov fut nommé, en octobre 1964, c'est-à-dire seulement un mois après l'accession de Brejnev au poste de premier secrétaire, chef du département agricole du Comité central. Quelques mois plus tard, il devient secrétaire du Comité central.

M. Gorbatchev sut tirer profit du décès subi de Fedor Kulakov en juillet 1978. A la recherche d'un spécialiste des questions agricoles pour lui succéder au sein du Comité central, le choix se porta sur M. Gorbatchev. Deux raisons l'expliquent. Tout d'abord, Stravropol n'est pas seulement une région agricole, c'est également un lieu de villégiature thermique fréquenté par la nomenklatura. M. Gorbatchev a ainsi l'occasion d'y accueillir fréquemment de hauts dignitaires, notamment Mikhael Souslov, secrétaire du Comité central, et Iouri Andropov alors directeur du KGB et membre du Politburo. Enfin, M. Gorbatchev avait su faire preuve d'imagination dans sa gestion des questions agricoles de sa région et, surtout, en assurer la promotion.

Les luttes au sein du Politburo expliquent également la nomination de M. Gorbatchev. D'une part, sans être un homme à Brejnev, il n'en est pas pour autant un adversaire. En outre, le jeune candidat avait cet avantage d'avoir eu pour parrain Kulakov, un fidèle de Brejnev. Ce dernier n'avait donc aucune raison particulière de s'opposer à sa nomination. D'autre part, Souslov et Andropov voyaient en M. Gorbatchev un

33 candidat indépendant à l'égard du clan brejnévien et, à
ce titre, le soutinrent.

Grâce en partie à son habileté et à sa relative neutralité face aux différents groupes au sein de la direction du Parti, il devint membre suppléant du Politburo en 1979 et membre de plein droit l'année suivante.

Lors du décès de Brejnev en novembre 1982, il appuya la candidature d'Andropov, né à Stravropol comme lui, contre Tchernenko. Sitôt le premier installé au poste de premier secrétaire, les responsabilités de M. Gorbatchev s'accrurent (économie, organisation du Parti). Le décès d'Andropov surprit M. Gorbatchev en pleine accélération de carrière. Il ne s'opposa pas à la désignation de Tchernenko et vit son champ de compétences encore une fois élargie, cette fois-ci à l'idéologie, aux questions culturelles et aux affaires étrangères.

Cependant, la nomination de M. Gorbatchev ne fut pas aussi simple qu'on le pensait. Comme l'indique le soviétologue britannique Archie Brown :

« La position de Gorbatchev au sein du secrétariat était plus forte que toute autre grâce à sa présidence du Politburo lors des absences pour raisons de santé de Tchernenko. Toutefois (on sait maintenant qu') une ultime tentative eut lieu pour bloquer sa succession et élire une fois de plus un septuagénaire, Grichine, au secrétariat général. On craignait manifestement qu'après l'immobilisme de la période Tchernenko, la politique de Gorbatchev prendrait la relève de celle d'Andropov, entraînant ainsi en même temps la fin de la "stabilité des cadres" si chère à Brejnev et Tchernenko, et l'introduction de réformes importantes, surtout dans l'économie (...) »

Toutefois, il réussit à se concilier l'appui — indispensable — d'Andreï Gromyko qui voyait en M. Gorbatchev un dirigeant conscient des réalités et contraintes de l'environnement international. D'ailleurs, lors de son discours en séance plénière du Comité central, présenté à l'occasion de l'élection de M. Gorbatchev au poste de premier secrétaire, il insista sur la compréhension par Gorbatchev des questions de politique internationale.

Ses capacités à analyser avec lucidité les paramètres de l'environnement international « m'apparaissent sans doute mieux dans l'exercice de mes fonctions qu'à certains autres camarades ».

II. — Les mots clés

La démarche réformiste de M. Gorbatchev s'inscrit dans la lignée d'initiatives passées tendant à rénover le système soviétique, même si celles-ci furent bien plus timides que ce qu'entreprit le dernier dirigeant soviétique.

Il faut en effet remonter au-delà même d'Andropov pour observer de profondes remises en cause des fondements idéologiques du pays. Comme le relève Marie Mendras, le nouveau programme du Parti communiste de l'URSS en est une bonne illustration :

« La rédaction d'un nouveau texte pour remplacer le programme khrouchtévien de 1961 était à l'ordre du jour depuis des années. Il a finalement été adopté en novembre 1986. Il est bien sûr impossible de discerner les révisions qui n'auraient pas abouti sans l'impulsion de M. Gorbatchev et de ses proches. Par contre, on sait que le rejet du déterminisme utopique de 1961 était acquis. Tout ce qui touchait au "rattrapage" des Etats-Unis par l'URSS et à la défaite du capitalisme sous les coups de butoir du socialisme avait perdu son sens et gênait les responsables du Parti comme tous les porte-parole de l'idéologie officielle. Dans le programme de 1986, il n'est plus fait mention de "la victoire du communisme" ; le processus d' "édification" du communisme se poursuit mais sans la perspective de cette grande victoire finale. Dès la mort de Brejnev, le concept de "socialisme développé" qui qualifiait ambitieusement l'état présent de la société soviétique tombe en désuétude ; il a aujourd'hui disparu du discours. Lui ont succédé des termes évoquant l'effort, le progrès sur le long terme et bien différents du satisfecit brejnévien : "consolider" le socialisme, "activer" le développement du socialisme. »

Depuis 1985, les mots d'ordre sont différents : « accélération » (ouskorenie), « transparence » (glasnost) et « restructuration » (perestroïka). Mais les racines sont similaires.

Lors du plenum d'avril 1985, Mikhaïl Gorbatchev

articule son premier grand discours autour d'une critique de la situation de l'économie et de la société pour en appeler à une « accélération » (ouskorenienie) du rythme du développement national, qui enregistre une stagnation importante depuis plusieurs années déjà. La nécessité d'une profonde « restructuration » (perestroïka) économique est donc d'ores et déjà sous-jacente dans son évaluation sans indulgence de la situation de l'URSS. Il faut néanmoins patienter jusqu'au XXVII^e Congrès du Parti en mars 1986 pour que le concept de perestroïka devienne un mot d'ordre officiel. Pour M. Gorbatchev, la perestroïka est la « politique qui a pour but d'activer les progrès sociaux et économiques du pays et de créer un renouveau dans toutes les sphères de la vie ».

C'est à la même occasion qu'apparaît un nouveau concept : la glasnost. Le mot glasnost est souvent traduit par « transparence », mais en fait sa vraie traduction correspondrait davantage à « publicité ». Ce terme désigne le libre accès des citoyens à l'information sur les actes de l'Etat soviétique. Il signifie que les décisions et actions du gouvernement ne peuvent plus rester secrets mais doivent être rendues publiques. Dans son acception politique actuelle, le mot glasnost est apparu dans la bouche d'opposants au pouvoir tsariste dès le XIX^e siècle. Mais il a pris toute sa dimension dans les années 60-80, surtout après la Conférence d'Helsinki en 1975. Pendant cette période, la glasnost, c'est-à-dire l'information sur les actions de l'Etat totalitaire, a constitué la principale revendication des militants de la liberté en Union soviétique. Dans la bouche du dirigeant soviétique en 1986, glasnost désigne la levée partielle de la censure sur la presse et la libre dénonciation d'abus divers. Comme le rappelle M. Mendras,

« dans son discours au plenum du Comité central de janvier 1987 consacré à la politique des cadres, Mikhaïl Gorbatchev exprime avec le plus de véhémence l'importance qu'il attache à la

critique et la glasnost, ces méthodes devant contribuer à "purifier" la société soviétique, à dénoncer les abus, à créer de nouvelles habitudes, à responsabiliser les gens, à rétablir un dialogue salubre. Nombre d'observateurs ont vu dans ce discours la profession de foi de M. Gorbatchev dans les valeurs démocratiques et libérales. D'autant plus que le slogan de demokratisatsiia avait aussi trouvé sa place dans le langage politique ».

C'est à partir de ce plenum que remonte la libéralisation de la presse et le lancement d'une véritable politique de déstalinisation et débrenévisation.

Cette même année, un nouveau concept censé caractériser la nouvelle détente internationale recherchée par la direction soviétique, fit également son apparition : la « nouvelle pensée ».

Alors que tout montre que M. Gorbatchev considère la glasnost non pas comme une fin en soi mais comme un moyen de sa politique générale de modernisation de l'URSS et de rapprochement avec l'Occident, la popularité du concept rejaillit rapidement sur la scène politique intérieure, contraignant à l'ouverture politique, ouverture qui devait aller beaucoup plus loin que ne le pensait ou souhaitait initialement M. Gorbatchev : premières élections libres en 1989, parlementarisme et finalement interdiction du PC.

De tous ces mots et concepts nouveaux introduits dans le discours officiel soviétique, perestroïka est indubitablement celui-ci dont la popularité certes, mais surtout l'ampleur et la dimension furent les plus importantes. Alors que la « refonte » ou « restructuration » ne s'accordait au tout début qu'avec « économique », les mariages sémantiques se sont vite multipliés. On parle ainsi désormais de perestroïka morale, idéologique, administrative voire psychologique, sociale ou éducative, etc. Peu à peu, la perestroïka est devenue, tant dans le discours officiel que dans l'esprit des gens, le concept qui définit le « nouveau cours » suivi par M. Gorbatchev à partir de 1985.